

L'idée d'une force européenne dans l'Est de la RDC refait surface

Arrib News, 01/12/2008 – Source AFPLa pression monte à nouveau sur les Européens pour qu'ils envoient une force militaire dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC) pour faire face à une situation humanitaire critique, le temps qu'arrivent les renforts promis par l'ONU. La Belgique a indiqué dimanche avoir été sollicitée par le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon pour participer à une mission européenne intermédiaire dans son ancienne colonie. "Le secrétaire général m'a demandé de participer à une opération européenne le temps qu'il faudra (en attendant) la mise en place du renforcement" promis de la Monuc, la mission de l'ONU en RDC, a dit le ministre belge des Affaires étrangères, Karel de Gucht, à la télévision publique RTBF. Il a parlé d'une opération de "relais", sans préciser l'étendue exacte de son mandat, dans la province du Nord-Kivu (Est), où des combats ont repris depuis fin août entre des forces rebelles et l'armée gouvernementale, appuyée par des milices alliées. A Kinshasa, l'idée a été accueillie "favorablement" par le gouvernement, pour qui "toute force (...) qui contribue à stabiliser la situation au plan national et régional est la bienvenue", selon un porte-parole gouvernemental. Pour la rébellion de Laurent Nkunda en revanche, "c'est une surprise désagréable", car "on pensait que les Nations unies étaient engagées dans une solution pacifique de la crise", a dit son porte-parole. La Monuc, déployée depuis 2001, est actuellement la plus importante mission de paix de l'ONU, avec 17.000 hommes dont 5.000 dans le Nord-Kivu. Un envoi de 3.000 casques bleus supplémentaires a été décidé la semaine dernière, mais leur date d'arrivée n'est pas précisée. L'idée est d'avoir entretemps, pendant "quatre à six mois, une opération proprement dite européenne sous commandement européen", selon Karel de Gucht, qui espère le ralliement de 3 ou 4 autres pays à ce projet. La dimension européenne est impérative pour la Belgique. "Il y a le passé (dont il faut tenir compte), c'est une ancienne colonie et il y a la commission Rwanda", a argumenté le ministre sur une autre chaîne de télévision, la VRT. Cette commission parlementaire belge, mise en place après l'assassinat de 10 casques bleus belges au Rwanda en avril 1994, au début du génocide, avait jugé "pas souhaitable" l'envoi de soldats nationaux dans d'ex-colonies. Le cas de la RDC est d'autant plus délicat que les relations restent tendues avec l'ancien "Congo belge", devenu indépendant en 1960. Lors d'une visite à Kinshasa au printemps, Karel de Gucht a provoqué une crise diplomatique en dénonçant la corruption en RDC. Il a fallu six mois avant que le président Joseph Kabila accepte, il y a trois semaines, de recevoir à nouveau un ministre belge, celui de la Coopération Charles Michel. Plus de 250.000 personnes ont été déplacées depuis fin août dans le Nord-Kivu et vivent dans des conditions souvent effroyables. Dénonçant une "vraie catastrophe humanitaire", 16 personnalités mondiales, dont d'anciens responsables politiques et religieux, ont demandé jeudi dans une lettre ouverte aux dirigeants européens d'envoyer une force intermédiaire pour protéger les civils. La France, qui préside l'UE, avait déjà proposé fin octobre d'envoyer des soldats au Nord-Kivu pour une mission humanitaire en appui à la Monuc. Mais plusieurs pays, dont l'Allemagne, s'y étaient opposés. "Il faut voir si il y aura un engagement suffisant de pays européens", selon un porte-parole du ministre belge des Affaires étrangères. La Belgique va "reprenre des consultations la semaine prochaine" notamment lors de deux réunions ministérielles, de l'Otan à Bruxelles mardi et mercredi, puis de l'OSCE à partir de jeudi à Helsinki.